



Actualités politiques

Changements législatifs canadiens ayant un impact sur la violence faite aux femmes

Décembre 2020-Juin 2021

Également disponible en anglais sous le titre «Policy Shifts»

National

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- Après avoir été retardées par la pandémie de COVID-19, the [les modifications à la Loi sur le divorce sont entrées en vigueur le 1^{er} mars 2021](#). Cette mise à jour comprend [la prise en compte de la violence familiale dans les affaires de garde](#).
- [Le projet de loi C-15: Loi concernant la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#), a reçu la sanction royale le 21 juin 2021.
- [Le projet de loi C-21 modifiant la loi sur les armes à feu](#) a été [déposé par le gouvernement le 16 février 2021](#). S'il est adopté en deuxième lecture, il permettra aux tribunaux d'ordonner le retrait immédiat des armes à feu des personnes qui représentent une menace crédible, notamment dans les situations de violence familiale.
- [Le projet de loi S-213: Loi modifiant la Loi sur le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres](#), un projet de loi du Sénat visant à exiger une ACS des projets de loi a été introduit par la sénatrice indépendante Mary Jane McCallum et en est à sa deuxième lecture. Il s'agit du remplacement du projet de loi S-209 de la première session.
- Le [Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes a recommandé qu'un groupe de travail national se penche sur l'ajout du contrôle coercitif au Code criminel](#) et fasse rapport au ministre de la Justice dans un délai d'un an. Cette recommandation est une réaction à la progression du [projet de loi C-247](#) au Parlement depuis son introduction fin 2020.
- Lorsque la première loi provinciale de Clare au Canada est entrée en vigueur en Saskatchewan en 2020, la [GRC a refusé de coopérer](#), citant les restrictions de la vie privée. [Sécurité publique du Canada et la GRC ont collaboré pour modifier le Règlement de la GRC sur la vie privée, 2014](#) le 29 mars 2021 pour le rendre compatible avec la participation aux travaux de la Loi de Clare dans l'une des provinces où elle est promulguée (actuellement Saskatchewan, Alberta et Terre-Neuve-et-Labrador).
- Veuillez noter que si une élection d'automne est déclenchée, tous les projets de loi qui n'ont pas été adoptés vont «mourir».

Engagement politique entre le gouvernement et le secteur des maisons d'hébergement

- Hébergement femmes Canada (HFC) a été financée par le ministère fédéral des Femmes et de l'Égalité des genres (FEGC) pour élaborer un processus d'engagement stratégique par le biais de groupes de travail rassemblant 40 leaders antiviolence de tout le Canada. Ce processus visait à guider l'élaboration d'un Plan d'action national pour mettre fin à la violence faite aux femmes et à la violence fondée sur le genre (PAN). Le 30 avril 2021, le rapport final a été publié sous le titre de [Roadmap for the National Action Plan on Violence Against Women and Gender-Based Violence \(Sommaire exécutif en français\)](#).

Publications de recherche nationales relatives à la politique de lutte contre la VFF/VFG

- [Resetting Normal: Systemic Gender-Based Violence and the Pandemic](#) a été publié le 20 décembre 2020 par la Fondation canadienne des femmes, corédigé par Hébergement femmes Canada (Krys Maki), Pauktuutit Inuit Women of Canada, Anita Olsen Harper (NACAFV) et Jihan Abbas (DAWN-RAFH Canada).
- [La violence fondée sur le sexe: les agressions sexuelles et les agressions physiques dans les territoires du Canada, 2018](#) a été publié par le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité communautaire de Statistique Canada le 2 décembre 2020.
- [La violence familiale au Canada: un profil statistique, 2019](#) a été publié par Statistique Canada le 2 mars 2021.
- [Violence entre partenaires intimes au Canada, 2018: un aperçu](#) a été publié par Statistique Canada le 26 avril 2021. L'aperçu est le rapport sur l'ensemble de la population canadienne dans le cadre d'une série de rapports courts de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés de 2018. Les autres rapports analysent les expériences des [femmes autochtones](#), [des femmes de minorités sexuelles](#) et [des hommes](#), [des femmes en situation de handicap](#), [des jeunes femmes](#), et [des femmes des minorités visibles](#).
- [La traite des personnes au Canada, 2019](#) a été publié par Statistique Canada le 4 mai 2021.

Colombie-Britannique

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- La [Firearm Violence Prevention Act](#) a été présentée comme le projet de loi 4 le 3 mars 2021, reçu la sanction royale le 25 mars 2021 et devrait entrer en vigueur en 2022. Cette [loi vise à combler les lacunes de la législation fédérale sur le contrôle des armes à feu en ce qui concerne les imitations et les armes à feu à faible vitesse](#), ainsi qu'à fournir des conseils et une protection aux professionnels autorisés quant au signalement des menaces liées aux armes à feu.
- [Bill 11: Miscellaneous Statutes Amendment Act](#) a été présenté le 12 mai 2021 pour mettre à jour la Family Law Act and Residential Tenancies Act, parmi d'autres. Les modifications garantiraient que la définition de la violence familiale ne dépend pas de l'intention personnelle de l'agresseur de causer du tort ou non.

Alberta

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- La version de la loi de Clare en Alberta, [The Disclosure to Protect Against Domestic Violence Act](#), est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2021, y compris un [Protocol document outlining operational policy](#).

Principaux changements de politiques ayant un impact direct sur les maisons d'hébergement

- Le gouvernement de l'Alberta a publié son [Annual Report on Community and Social Services](#) dans lequel il présente des mises à jour des principaux faits marquants relatifs à la COVID-19, ainsi que les progrès réalisés quant à leurs engagements visant à faciliter les demandes d'ordonnances de protection d'urgence à distance, alléger la reddition de comptes pour les

maisons, et s'occuper de la transition d'un financement annuel à un financement pluriannuel, processus considérablement retardé par la pandémie.

•

Engagement politique entre le gouvernement et le secteur des maisons d'hébergement

- L'Alberta Council of Women's Shelters (ACWS) a participé au processus [Review of the Police Act](#), qui se poursuit en 2021.

Saskatchewan

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- Depuis le 31 mars 2021, [la GRC participe aux divulgations de la loi de Clare dans les régions rurales de la Saskatchewan](#), maintenant que le Règlement national de la GRC a été mis à jour pour assurer la compatibilité.
- La [Residential Tenancies Amendment Act, 2020](#) présentée en [décembre 2020](#), a [reçu la sanction royale le 13 mai 2021](#). Cette modification s'appuie sur celles d'avril 2017 qui protègent les victimes de violence familiale contre les pénalités en cas de résiliation anticipée d'un bail de longue durée, en offrant également une [protection aux victimes de violence sexuelle](#).

Manitoba

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- Le projet de loi [215, Loi modifiant la loi sur la cour provinciale \(formation obligatoire sur la violence fondée sur le genre\)](#), présenté le 18 novembre 2020, modifierait la *Loi sur la Cour provinciale* afin d'obliger les juges à suivre une formation en droit des agressions sexuelles et de la violence familiale. En juillet 2021, le projet n'avait pas encore fait l'objet d'une deuxième lecture au cours de la même session.

Ontario

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Le projet de loi 274, Loi de 2021 sur la divulgation de la violence entre partenaires intimes](#), a été présenté le 1^{er} avril 2021 [pour devenir la loi de Clare de l'Ontario](#). Une motion de deuxième lecture a été [rejetée par un vote différé de 34 contre 15 le 14 avril 2021](#).

•

Québec

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Le projet de loi 84, Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement](#), a été présenté le 10 décembre 2020, sanctionné le 13 mai 2021 et entrera en vigueur le 13 octobre 2021.
- Au Québec, [le droit de la famille attend toujours une refonte planifiée depuis très longtemps](#).

Engagement politique entre le gouvernement et le secteur des maisons d'hébergement

- En décembre 2020, le rapport final de la Consultation sur le système judiciaire par le Comité d'experts sur le soutien aux victimes d'agressions sexuelles et de violences familiales a été publié.
- Le [rapport final sur la réalité policière au Québec](#) a été publié le 25 mai 2021 par suite de [Forums public](#), d'[audiences publiques](#) et d'un [sondage sur la réalité policière](#) à l'automne 2020.
- Le rapport final de la [Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse sous la présidence de madame Régine Laurent](#), «[Instaurer une société bienveillante pour nos enfants et nos jeunes](#)» a été publié en avril 2021, [avec des recommandations clés pour créer un-e commissaire responsable du bien-être et des droits des enfants, et une charte québécoise des droits de l'enfant](#).
- Un [rapport final du Bureau du coroner relativement au meurtre d'une jeune enfant](#) par sa mère qui fuyait les mauvais traitements a été publié le 24 février 2021, à la suite d'une enquête publique en décembre 2020 à laquelle ont participé plusieurs maisons d'hébergement. Le rapport recommande des protocoles et des liens de communication plus solides entre la protection de l'enfance et la maison d'hébergement, ainsi que des associations de maisons d'hébergement, afin d'assurer un meilleur soutien lors du transfert de soins.

Nouveau-Brunswick

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Le projet de loi 6: Loi sur le droit de la famille](#) a été présenté le 18 novembre 2020, a reçu la sanction royale le 18 décembre 2020 et la loi est entrée en vigueur le 1er mars 2021. Cette mise à jour harmonise les considérations relatives à la garde dans la *Loi sur le droit de la famille* du Nouveau-Brunswick avec la *Loi fédérale sur le divorce* mise à jour, y compris les considérations spécifiques concernant [violence familiale](#).

Nouvelle-Écosse

Engagement politique entre le gouvernement et le secteur des maisons d'hébergement

- La Commission sur les accidents de masse a été formée pour enquêter sur les fusillades mortelles d'avril 2020. Parmi les [60 organisations participantes](#), Hébergement femmes Canada a été regroupée en coalition avec la Transition House Association of Nova Scotia (THANS) et Be the Peace Institute. Des informations seront recueillies tout au long des années 2021 et 2022 et [un rapport final sera livré en novembre 2022](#).

Île-du-Prince-Édouard

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Bill 57, the Children's Law Act](#), a été présenté le 26 novembre 2020, a reçu la sanction royale le 4 décembre 2020 et la loi est entrée en vigueur le 1er mars 2021. Elle codifiera l'intérêt supérieur de l'enfant en cas de litige sur la garde, y compris le facteur important de la violence familiale. Le SPVF a participé à la rédaction de la future réglementation.



Terre-Neuve-et-Labrador

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

[Bill 6: An Act Respecting Disclosure of Information Under an Interpersonal Violence Disclosure Protocol \(Clare's Law\)](#) a été déposé le 4 novembre 2019 et a reçu l'assentiment le 6 décembre 2019. Un an et demi plus tard, la loi n'est toujours pas entrée en vigueur, et le [14 juin 2021, le ministère provincial de la Justice déclare être toujours en pourparlers avec la Royal Newfoundland Constabulary et la GRC](#) sur la manière de faire appliquer la loi. Pendant ce temps, les personnes qui œuvrent à la prévention de la violence, y compris les maisons d'hébergement, ne sont pas tenues au courant ni incluses dans la consultation.



Territoire du Yukon

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

[Bill 10 to amend the Employment Standards Act](#) qui prône le congé pour les victimes de violence familiale a été adopté en novembre 2020. Les dix provinces et tous les territoires, à l'exception du Nunavut, ont désormais inscrit le congé pour violence familiale dans leur législation.



Territoires du Nord-Ouest

Engagement politique entre le gouvernement et le secteur des maisons d'hébergement

- Le ministère de la Santé et des Services sociaux [examine la Child and Family Services Act](#), et YWCA NWT a donné une présentation au Comité au sujet des changements nécessaires.

Recherches liées aux politiques sur la VFF

- Le rapport [The Nature of Emergency Protection Orders \(EPOs\) in the Northwest Territories, Canada: A Case Study](#) a été publié en janvier 2021.



Nunavut

Projets de loi ou lois entrant en vigueur et présentant un intérêt direct pour les maisons d'hébergement

- [Le projet de loi 49: An Act to Amend the Labour Standards Act](#). Il a été présenté le 21 septembre 2020 et a reçu la sanction royale le 28 septembre 2020. Il modifie la Loi sur les normes du travail afin de prévoir un congé pour urgence publique et un congé pour violence familiale.

Recherches liées aux politiques sur la VFF

- Au début de 2021, Pauktuutit Inuit Women of Canada et la Law Society of Nunavut ont publié [Validation of Findings Report](#) sur les résultats et les recommandations de leur projet pluriannuel Access to Justice For Family Violence in Nunavut. Le 8 mars 2021, le projet a lancé une [campagne de sensibilisation](#) sur les façons d'accéder à la justice en matière de violence familiale et la promotion des recommandations de la recherche.